



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

---

## Préparation au VIIe Plan: L'option productiviste du VIIe Plan

Pierre Bechet

### Résumé

Les prévisions associées au VIIe Plan ont enregistré une poursuite de la hausse de la production agricole au même rythme qu'au cours des quinze dernières années, soit à 3 % par an. Face à la saturation progressive de la demande alimentaire française et européenne, cette prévision implique une orientation des exportations vers les pays tiers. Est-ce possible compte tenu de la politique que mène la CEE, plus préoccupée d'assurer son approvisionnement à bas prix que de stimuler l'agriculture en vue de l'exportation ?

### Abstract

The consequences of the productivist option in the 7th Plan - The forecasts in connection with the 7th plan have shown a continued rise in agricultural production at the same rate as during the last 15 years, i.e. 3 % p. a. In view of the gradual saturation of French and European food demands, is this possible in view of the EEC 's policy which is more concerned with ensuring its own supplies as cheaply as possible than with stimulating export-orientated farming ?

---

### Citer ce document / Cite this document :

Bechet Pierre. Préparation au VIIe Plan: L'option productiviste du VIIe Plan. In: Économie rurale. N°119, 1977. Répertoire de travaux actuels de Sciences Humaines dans le monde rural. p. 7;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1977.4320>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1977\\_num\\_119\\_1\\_4320](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1977_num_119_1_4320)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

## L'OPTION PRODUCTIVISTE DU VII<sup>e</sup> PLAN

BECHET P.

**mots clés :** VII<sup>e</sup> Plan, production, débouchés.

BAC, Bureau Agricole Commun, 48, rue la Boétie, 75008 Paris. Tél. 256 68 00.

**Résumé :** Les prévisions associées au VII<sup>e</sup> Plan ont enregistré une poursuite de la hausse de la production agricole au même rythme qu'au cours des quinze dernières années, soit à 3 % par an. Face à la saturation progressive de la demande alimentaire française et européenne, cette prévision implique une orientation des exportations vers les pays tiers. Est-ce possible compte tenu de la politique que mène la CEE, plus préoccupée d'assurer son approvisionnement à bas prix que de stimuler l'agriculture en vue de l'exportation ?

### The consequences of the productivist option in the 7th Plan

**Summary :** The forecasts in connection with the 7th plan have shown a continued rise in agricultural production at the same rate as during the last 15 years, i.e. 3 % p. a. In view of the gradual saturation of French and European food demands, is this possible in view of the EEC's policy which is more concerned with ensuring its own supplies as cheaply as possible than with stimulating export-orientated farming ?

« Dans un monde où une large partie de la population souffre de malnutrition et où les échanges alimentaires prennent une importance stratégique, la France doit exploiter ses capacités de production agricole et alimentaire. »

C'est en ces termes que le rôle de l'agriculture est défini par le VII<sup>e</sup> Plan. C'est pourquoi l'hypothèse retenue pour la production pendant la durée du Plan correspond à la poursuite de la croissance à un taux proche de 3 % par an, soit au même rythme que durant les années précédentes.

Ce taux traduit la poursuite de l'extension des productions de grandes cultures : les céréales gagneraient 400 000 hectares passant de 9,7 millions d'hectares en 1975 à 10,1 millions d'hectares en 1980, tandis que les betteraves passeraient de 560 000 hectares à 600 000 hectares et surtout les oléagineux de 336 000 hectares à 780 000 hectares.

Compte tenu des progrès de rendement attendus, ce seraient les **céréales** dont la production augmenterait le plus vite : + 77 % de 1970 à 1980, dégagant un solde disponible à l'exportation de plus de 20 millions de tonnes, tandis qu'on assisterait à une stabilisation des volumes produits, tant pour la vigne que pour les fruits, pour lesquels un effort de restructuration est engagé.

Les **productions animales** augmenteraient moins vite (+ 30 % en volume de 1970 à 1980) que les grandes productions végétales, mais pourraient poser cependant des problèmes de débouchés puisque les hypothèses retenues pour la viande bovine font apparaître un solde disponible pour l'exportation de 200 à 300 000 tonnes en 1980, soit un tonnage équivalent à ceux qui avaient été réalisés en 1974 et 1975, qui étaient des années record. De même les hypothèses retenues en matière de production laitière montrent que pour revenir à un bon équilibre du marché, et compte tenu des progrès prévisibles des rendements, il faudrait que les effectifs du troupeau laitier qui atteignait 7,6 millions de têtes en 1975 passent à 6,6 millions de têtes en 1980, soit environ un million de vaches laitières en moins.

C'est qu'en effet, la poursuite de la croissance de la production agricole pose un problème général de **débouchés** puisque la demande intérieure ne suit pas. Celle-ci, et ce n'est pas un phénomène nouveau, a tendance à ralentir sa progression, du fait, d'une part du ralentissement de la progression démographique, et d'autre part de la saturation progressive de la consommation alimentaire par habitant.

Il faut ajouter à ces mouvements de fond, le fait que **le revenu disponible des ménages** augmenterait légèrement moins vite au cours du VII<sup>e</sup> Plan que pendant les plans précédents ; ce ralentissement se ferait sentir au niveau de la consommation alimentaire. Au total, celle-ci progresserait en volume de 1,7 % par an entre 1974 et 1980 contre 2,4 % dans la période 1970-1974.

Les **excédents** de la production sur la demande intérieure devront être exportés tant sur la CEE que sur les pays tiers ; les hypothèses retenues dans les travaux préparatoires du Plan sont basées sur un accroissement du volume exporté (production agricole + IAA) de 50 % par rapport à 1974, à des prix qui, en termes relatifs, seraient à peine inférieurs aux niveaux atteints en 1974 et 1975. Cette dernière hypothèse laissant donc supposer que les prix sur les marchés mondiaux, en monnaie constante, resteraient proches des niveaux relativement élevés atteints en 1974 et en 1975.

Ce schéma est donc basé sur l'**hypothèse d'un développement « harmonieux » de la production** en fonction de la demande tant intérieure qu'extérieure. En l'absence de toute proposition d'orientation de l'appareil de production en vue des différentes spéculations, il faut supposer que les ajustements se feront « naturellement ».

Il est intéressant d'analyser les risques que comporte cette absence d'orientation pour les agriculteurs comme pour la collectivité, mais aussi d'apprécier la faiblesse de la marge de manœuvre de la France agricole profondément dépendante de ses partenaires européens et de ses clients des pays tiers.